

# Évolutions monétaires en Guyane au 30 juin 2017

## ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise.

Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre.

Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendu aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'agissant de la zone euro, le FMI table sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point) : la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues.

À l'issue de la réunion du 7 septembre 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %.

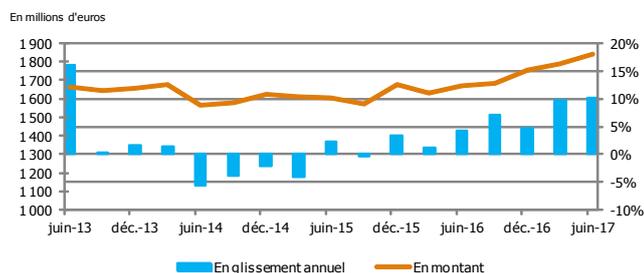
En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats nets d'actifs devraient être réalisés, au rythme mensuel actuel de 60 milliards d'euros, jusque fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif* », à savoir « *un retour durable des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 %* ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. Le FMI a par ailleurs légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à 1,5 % (+0,1 point).

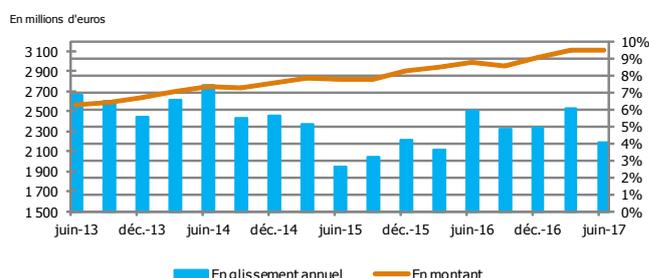
## UNE ACTIVITÉ BANCAIRE PLUS DYNAMIQUE AU PREMIER SEMESTRE

**Dans un contexte économique marqué par les mouvements sociaux de mars-avril, le climat des affaires se rétablit lentement (+15 points) et l'activité bancaire en Guyane a de nouveau progressé aussi bien en termes de collecte des dépôts que d'encours de crédits.**

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



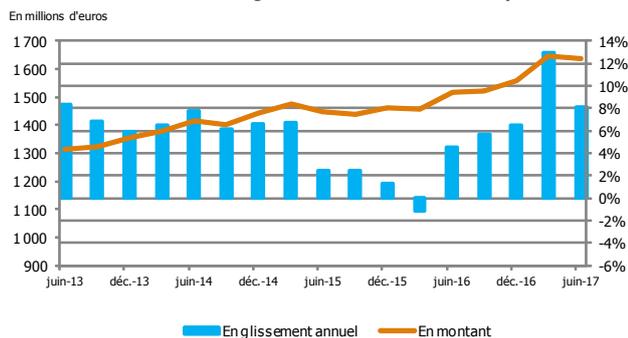
**L'encours sain en Guyane enregistre une croissance annuelle de 4,1 % (+121,9 M€)** pour s'établir à 3,1 milliards d'euros à fin juin 2017. Sur les 6 premiers mois de l'année, l'encours progresse de 2,2 % (+67,9 M€).

Ainsi, **l'ensemble des actifs financiers atteint 1 840,9 M€ à fin juin 2017, en hausse de 10,1 %** (soit +168,8 M€) sur un an. Dans un contexte d'incertitude économique, les acteurs continuent de privilégier les placements liquides au détriment des placements rémunérateurs, mais bloqués.

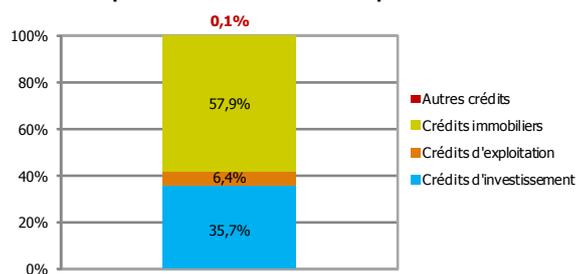
# LA PROGRESSION DES DOUTEUX ACCOMPAGNE CELLE DE L'ENCOURS

## Croissance des crédits d'investissement des entreprises

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



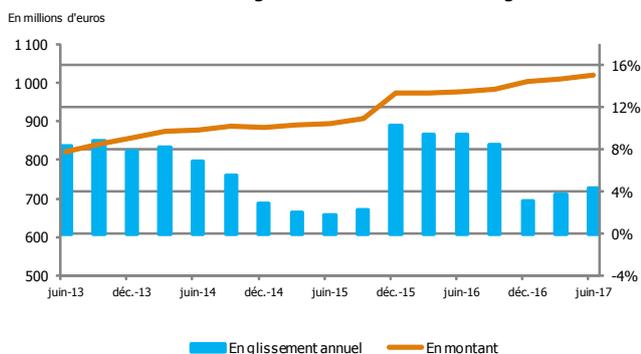
L'encours de crédits octroyés aux entreprises augmente en rythme annuel (+8,1 %, soit +122,5 M€), tiré notamment par la hausse soutenue des crédits d'investissement (+10,9 %, soit +57,2 M€), conjuguée à celle des crédits immobiliers (+4,3 %, soit +39,3 M€) et des crédits d'exploitation (+33,3 %, soit +25,9 M€).

Toutefois, en dehors des nouveaux octrois, la hausse de l'encours de crédit pourrait être également liée à l'effet induit par les nombreuses demandes de rééchelonnement de prêt (qui allongent la durée de remboursement des crédits et, de ce fait, ralentit la diminution de l'encours) adressées par les entreprises aux banques. Ces dernières les ont souvent acceptées. En outre, l'encours de crédits à court terme a été sur le premier trimestre 2017 stimulé par la très forte augmentation des découverts des entreprises.

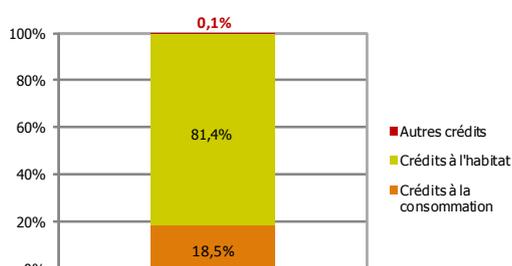
Ainsi, la progression de l'encours sur ce semestre pourrait être lue comme le produit de la croissance de l'activité de crédit, à laquelle s'ajoute la conséquence d'une hausse des difficultés financières de certaines entreprises.

## Hausse des crédits aux ménages

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



L'encours sain total des crédits aux ménages affiche une progression de 4,3 % sur un an (+41,8 M€), à nouveau principalement portée par la croissance des crédits à l'habitat (+31,8 M€). Ces derniers ont été stimulés par la hausse significative du nombre de logements autorisés (+53,8 % à fin juin 2017).

L'encours des crédits à la consommation augmente de 5,3 % (soit +9,1 M€) en rythme annuel. Les ventes de véhicules neufs ont été particulièrement soutenues entre mai et juin 2017 contrebalançant ainsi la baisse de volume durant les mouvements sociaux.

## Diminution marquée de l'encours sain aux collectivités locales

L'encours sain de crédit aux collectivités locales se contracte sensiblement de 17,3 % (soit -65,8 M€) en rythme annuel. Toutefois, sur les 6 premiers mois de l'année, l'encours baisse légèrement (-4,7 %, soit -15,6 M€). Ce repli s'explique principalement par le reclassement d'une partie de l'encours en créances douteuses.

## Progression sensible de la sinistralité

L'encours de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) s'accroît aussi bien sur le semestre (+11,5 %, soit +10,1 M€) qu'en rythme annuel (+9,7 %, soit +8,6 M€) pour s'établir à 97,9 M€ à fin juin 2017. Le taux de créances douteuses, qui s'élève à 3,4 %, augmente de 0,3 point sur les 6 premiers mois de l'année et de 0,1 point sur un an. Les provisions des ECIL qui atteignent 51,6 M€ au 30 juin 2017 augmentent à nouveau sur un an (+2,4 %), mais à un rythme moins élevé que celui des créances douteuses brutes. Par conséquent, le taux de provisionnement diminue

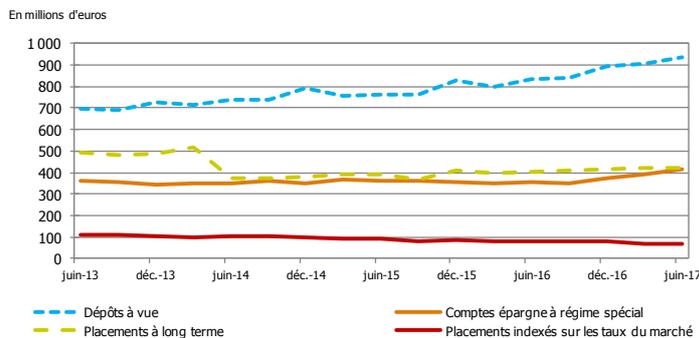
mécaniquement de 3,7 points pour s'établir à 52,7 % contre 56,5 % en juin 2016. Sur le semestre, la baisse du taux est légèrement plus sensible (-5,8 points).

## LES DÉPÔTS À VUE ET LA HAUSSE DES COMPTES D'ÉPARGNE STIMULENT L'ACTIVITÉ DE COLLECTE

Les **actifs financiers** augmentent de 10,1 % (soit +168,8 M€) en rythme annuel pour s'établir à 1 840,9 M€. Sur le premier semestre, ils connaissent une progression plus contenue (+4,8 %, soit +84,6 M€).

La forte hausse des **dépôts à vue** (+12,3 %, soit +102,0 M€) associée à la très bonne tenue des placements sur les **comptes d'épargne à régime spécial** (+16,9 %, soit +60,0 M€) continuent d'expliquer cette croissance annuelle. Dans une moindre mesure, l'attrait des ménages pour les **produits d'assurance-vie** contribue aussi à la progression de la collecte.

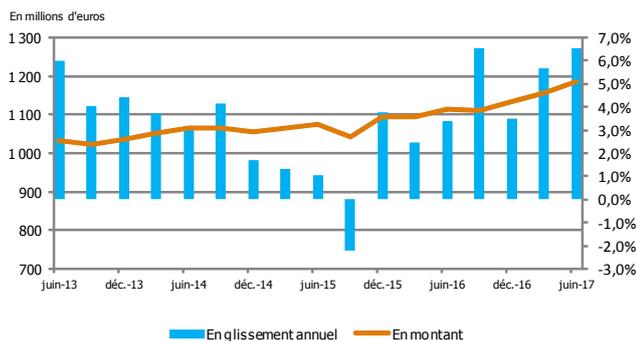
Évolution des principales composantes des actifs financiers



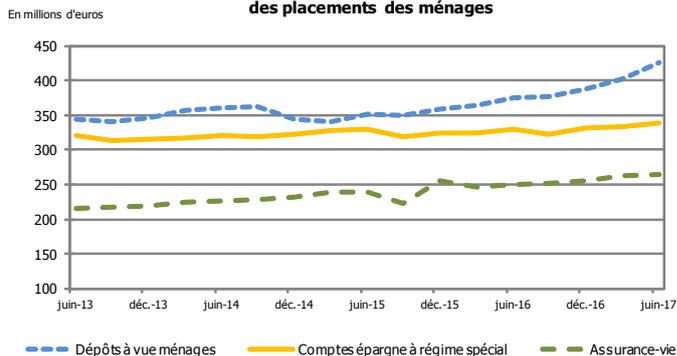
### L'épargne des ménages continue de croître

Les **placements des ménages** augmentent de 6,5 % (soit +72,6 M€) entre juin 2016 et juin 2017 pour s'établir à 1 185,9 M€. L'évolution provient principalement de la hausse des **dépôts à vue** (+13,6 % soit +51,2 M€), des **contrats d'assurance-vie** (+6,2 %, soit +15,4 M€) ainsi que des dépôts sur **livrets A et bleus** (+3,6 %, soit +6,3 M€) sur les douze derniers mois.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages

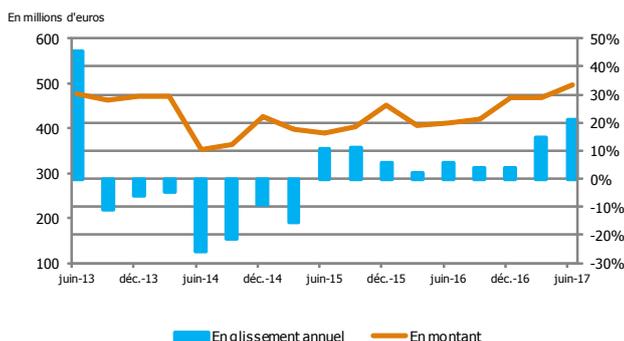


L'épargne à long terme des ménages demeure sur une **tendance haussière** (+3,9 %, soit +15,0 M€) portée majoritairement par ses deux principales composantes que sont les produits d'assurance-vie (264,8 M€) et les plans d'épargne logement (112,4 M€ en hausse de 1,0 % en glissement annuel).

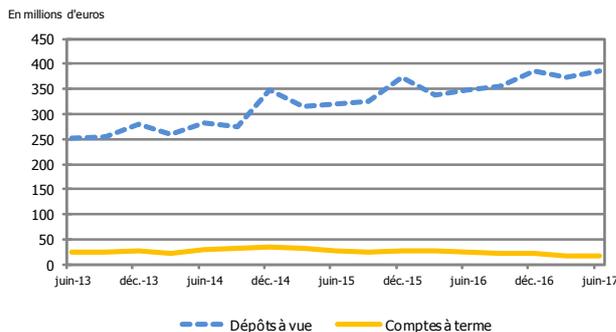
Les **placements liquides ou à court terme** progressent modérément, en rythme annuel (+1,8 %, soit +6,3 M€). En effet, la décollecte des placements indexés sur les taux du marché (-15,3 %, soit -3,2 M€) a de nouveau été compensée par la hausse des comptes d'épargne à régime spécial (+2,9 %, soit +9,5 M€).

### Progression nette des actifs financiers des entreprises

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Au 30 juin 2017, l'encours des **actifs financiers des entreprises** croît nettement en glissement annuel (+20,9 %, soit +86,0 M€) grâce à la hausse conjointe des **placements liquides ou à court terme** (+94,0 % soit +48,9 M€) et des **dépôts**

**à vue** (+10,6 %, soit +36,8 M€). Les placements liquides ou à court terme sont en grande partie tirés par la **hausse notable des comptes d'épargne à régime spécial** (+563,6 %, soit +49,3 M€). Cette hausse a largement contrebalancé le faible retrait des placements indexés sur les taux du marché (-0,8 %, soit -0,3 M€). Toutefois, sur les six derniers mois de l'année, la collecte des dépôts des entreprises est moins dynamique (+6,5 %, soit +30,3 M€).

#### MÉTHODOLOGIE

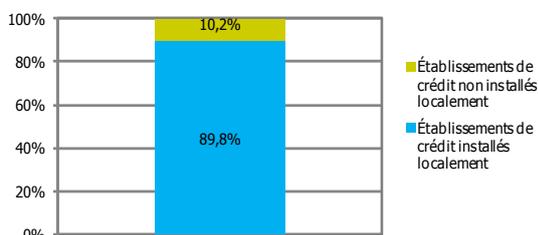
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

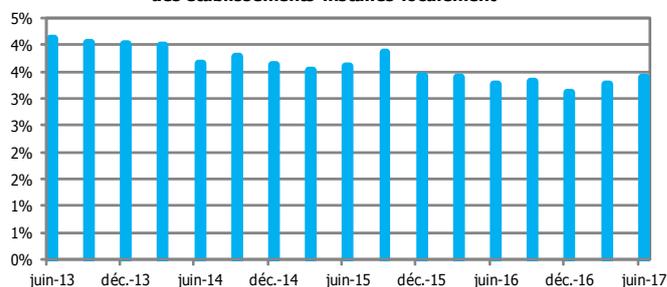
## Les crédits à l'économie

	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	100,6	94,6	73,9	77,8	85,5	89,9	126,6	103,8	15,5%	33,3%
<i>Créances commerciales</i>	7,9	7,0	4,7	5,0	5,1	6,6	4,2	4,4	-33,1%	-13,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	30,5	31,9	29,5	29,9	29,6	35,4	38,2	38,5	8,7%	28,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,0	6,2	6,8	6,8	5,9	7,0	6,5	7,1	1,4%	4,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	55,2	46,7	30,1	32,7	38,1	31,1	69,4	47,2	52,0%	44,4%
<i>Affecturage</i>	6,9	9,0	9,6	10,2	12,7	16,8	14,7	13,7	-18,8%	34,0%
Crédits d'investissement	402,0	439,2	473,3	527,0	512,4	530,9	564,2	584,3	10,1%	10,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	306,4	328,2	369,7	414,8	403,7	416,2	434,5	452,7	8,8%	9,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	24,8	23,1	13,9	13,9	13,4	13,4	12,8	12,7	-5,3%	-8,4%
<i>Crédit-bail</i>	95,6	111,0	103,6	112,3	108,7	114,7	129,7	131,6	14,7%	17,2%
Crédits à l'habitat	803,5	873,0	895,7	910,3	920,7	935,0	955,1	949,6	1,6%	4,3%
Autres crédits	7,0	8,7	7,4	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2	2,1%	3,5%
<b>Encours sain</b>	<b>1 313,1</b>	<b>1 415,5</b>	<b>1 450,2</b>	<b>1 516,4</b>	<b>1 519,7</b>	<b>1 556,9</b>	<b>1 647,0</b>	<b>1 638,9</b>	<b>5,3%</b>	<b>8,1%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	162,4	170,5	168,2	179,5	177,6	182,3	185,1	189,0	3,6%	5,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	136,7	143,6	145,0	159,8	158,6	164,9	167,8	172,9	4,8%	8,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	12,8	14,9	14,3	12,8	12,8	11,6	11,8	11,3	-3,0%	-12,1%
<i>Crédit-bail</i>	13,0	11,9	9,0	6,8	6,2	5,8	5,6	4,9	-16,0%	-28,2%
Crédits à l'habitat	658,8	706,9	724,5	797,5	806,1	820,2	825,0	829,3	1,1%	4,0%
Autres crédits	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	400,0%	456,6%
<b>Encours sain</b>	<b>821,4</b>	<b>877,5</b>	<b>892,8</b>	<b>977,1</b>	<b>983,9</b>	<b>1 002,7</b>	<b>1 010,1</b>	<b>1 018,9</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	6,9	5,0	0,4	5,2	5,3	3,2	3,3	5,6	77,1%	8,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	6,0	4,0	0,0	5,2	5,2	3,2	3,3	5,5	71,7%	5,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,9	1,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2		19734,2%
Crédits d'investissement	382,0	347,7	378,3	374,6	320,0	326,5	320,1	308,4	-5,5%	-17,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	381,9	347,6	378,2	374,2	319,5	326,1	319,7	308,0	-5,5%	-17,7%
Autres crédits	0,1									
<b>Encours sain</b>	<b>388,9</b>	<b>352,6</b>	<b>378,7</b>	<b>379,8</b>	<b>325,3</b>	<b>329,7</b>	<b>323,3</b>	<b>314,1</b>	<b>-4,7%</b>	<b>-17,3%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>37,3</b>	<b>104,3</b>	<b>99,9</b>	<b>114,6</b>	<b>128,6</b>	<b>152,6</b>	<b>134,1</b>	<b>138,0</b>	<b>-9,6%</b>	<b>20,4%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>2 560,7</b>	<b>2 750,0</b>	<b>2 821,6</b>	<b>2 987,9</b>	<b>2 957,5</b>	<b>3 041,9</b>	<b>3 114,6</b>	<b>3 109,8</b>	<b>2,2%</b>	<b>4,1%</b>
<i>dont ECNIL</i>	338,3	344,0	324,8	341,6	288,6	301,8	313,4	315,8	4,6%	-7,6%
Créances douteuses brutes	105,5	98,6	100,0	99,5	150,7	145,6	153,0	155,0	6,4%	55,8%
<i>dont ECIL</i>	95,4	91,0	92,7	89,2	91,2	87,7	94,3	97,9	11,5%	9,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	42,1	36,9	44,3	48,3	98,7	93,4	100,3	102,4	9,6%	112,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	30,5	19,4	24,7	25,6	28,1	24,0	29,5	29,7	23,9%	16,0%
<i>(dt) Ménages</i>	11,4	14,4	14,3	21,0	20,2	19,6	21,1	20,8	5,9%	-0,9%
Provisions	63,4	61,8	55,7	51,2	51,9	52,3	52,6	52,6	0,7%	2,7%
<b>Encours brut total</b>	<b>2 666,2</b>	<b>2 848,6</b>	<b>2 921,6</b>	<b>3 087,4</b>	<b>3 108,1</b>	<b>3 187,6</b>	<b>3 267,6</b>	<b>3 264,8</b>	<b>2,4%</b>	<b>5,7%</b>
Taux de créances douteuses	4,0%	3,5%	3,4%	3,2%	4,8%	4,6%	4,7%	4,7%	0,2 pt	1,5 pt
<i>dont ECIL</i>	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,3%	3,1%	3,3%	3,4%	0,3 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	60,1%	62,6%	55,7%	51,5%	34,5%	35,9%	34,4%	33,9%	-1,9 pt	-17,5 pt
<i>dont ECIL</i>	66,0%	67,1%	59,3%	56,5%	56,0%	58,5%	54,8%	52,7%	-5,8 pt	-3,7 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>476,0</b>	<b>353,2</b>	<b>390,2</b>	<b>411,7</b>	<b>420,8</b>	<b>467,4</b>	<b>467,0</b>	<b>497,7</b>	<b>6,5%</b>	<b>20,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>252,1</b>	<b>282,1</b>	<b>319,7</b>	<b>348,6</b>	<b>355,5</b>	<b>386,5</b>	<b>373,6</b>	<b>385,4</b>	<b>-0,3%</b>	<b>10,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>74,1</b>	<b>64,4</b>	<b>66,4</b>	<b>52,0</b>	<b>54,1</b>	<b>69,8</b>	<b>81,9</b>	<b>100,9</b>	<b>44,6%</b>	<b>94,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	18,0	8,8	16,2	8,7	7,8	22,9	43,1	58,0	153,2%	563,6%
Placements indexés sur les taux de marché	56,1	55,6	50,2	43,3	46,3	46,9	38,8	42,9	-8,4%	-0,8%
<i>dont comptes à terme</i>	24,5	31,1	28,3	24,2	23,0	22,5	17,6	18,5	-17,9%	-23,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	27,2	22,1	19,3	18,5	19,3	19,5	17,2	16,5	-15,5%	-10,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,3	2,4	2,6	0,6	4,0	4,0	4,0	8,0	99,9%	1214,9%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>149,7</b>	<b>6,7</b>	<b>4,1</b>	<b>11,1</b>	<b>11,2</b>	<b>11,1</b>	<b>11,5</b>	<b>11,4</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,7%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,9	2,2	1,4	8,5	8,7	8,9	9,4	8,9	0,7%	5,1%
<b>Ménages</b>	<b>1 033,7</b>	<b>1 065,2</b>	<b>1 076,6</b>	<b>1 113,4</b>	<b>1 110,3</b>	<b>1 133,3</b>	<b>1 155,2</b>	<b>1 185,9</b>	<b>4,6%</b>	<b>6,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>344,6</b>	<b>360,2</b>	<b>351,9</b>	<b>375,3</b>	<b>377,6</b>	<b>387,6</b>	<b>401,8</b>	<b>426,6</b>	<b>10,0%</b>	<b>13,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>348,1</b>	<b>347,7</b>	<b>350,1</b>	<b>349,8</b>	<b>342,9</b>	<b>350,0</b>	<b>351,3</b>	<b>356,1</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	321,3	321,6	329,7	329,2	323,4	331,1	333,2	338,7	2,3%	2,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	97,0	91,3	96,6	93,5	91,9	93,7	94,1	94,5	0,9%	1,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	165,8	171,4	174,2	175,7	172,6	177,6	178,5	182,0	2,5%	3,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,0	2,0	2,0	2,2	2,1	2,2	2,2	2,3	2,5%	3,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	6,3	5,4	5,3	5,4	5,3	5,3	5,3	5,2	-1,9%	-2,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	24,0	26,3	27,8	29,6	29,2	30,0	30,8	32,1	7,0%	8,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	26,3	25,1	23,8	22,8	22,3	22,3	22,2	22,5	0,7%	-1,6%
Placements indexés sur les taux de marché	26,9	26,2	20,4	20,6	19,5	18,9	18,1	17,5	-7,6%	-15,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	20,1	19,9	15,7	16,0	15,3	14,4	13,6	13,1	-9,3%	-18,4%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0		-100,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	6,8	6,3	4,6	4,5	4,3	4,5	4,5	4,4	-2,0%	-2,4%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>340,9</b>	<b>357,3</b>	<b>374,7</b>	<b>388,2</b>	<b>389,9</b>	<b>395,6</b>	<b>402,1</b>	<b>403,2</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,9%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	92,5	98,2	106,9	111,2	110,8	113,6	113,4	112,4	-1,1%	1,0%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,2	5,0	4,6	4,1	3,9	3,8	3,7	3,5	-6,0%	-13,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	18,4%	16,6%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	17,9	18,0	15,8	15,3	15,5	15,1	14,3	14,3	-5,4%	-6,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	9,8	9,3	7,2	7,3	7,3	7,2	7,3	7,2	0,6%	-1,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	214,7	226,1	239,5	249,4	251,5	255,1	262,6	264,8	3,8%	6,2%
<b>Autres agents</b>	<b>150,8</b>	<b>149,2</b>	<b>136,8</b>	<b>147,0</b>	<b>148,9</b>	<b>155,6</b>	<b>163,1</b>	<b>157,2</b>	<b>1,1%</b>	<b>7,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>97,3</b>	<b>97,5</b>	<b>91,8</b>	<b>108,5</b>	<b>109,1</b>	<b>119,9</b>	<b>129,3</b>	<b>122,5</b>	<b>2,2%</b>	<b>12,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>49,1</b>	<b>43,3</b>	<b>34,9</b>	<b>33,1</b>	<b>34,1</b>	<b>29,6</b>	<b>27,7</b>	<b>28,6</b>	<b>-3,2%</b>	<b>-13,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	22,4	21,0	14,0	17,5	17,7	17,6	17,2	18,8	6,9%	7,3%
Placements indexés sur les taux de marché	26,8	22,4	20,9	15,5	16,4	12,0	10,6	9,8	-18,1%	-36,6%
<i>dont comptes à terme</i>	15,9	15,6	15,8	11,5	14,0	9,9	8,5	5,9	-40,9%	-48,7%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>4,4</b>	<b>8,4</b>	<b>10,2</b>	<b>5,4</b>	<b>5,8</b>	<b>6,1</b>	<b>6,0</b>	<b>6,1</b>	<b>0,1%</b>	<b>12,8%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 660,5</b>	<b>1 567,6</b>	<b>1 603,6</b>	<b>1 672,0</b>	<b>1 680,1</b>	<b>1 756,3</b>	<b>1 785,3</b>	<b>1 840,9</b>	<b>4,8%</b>	<b>10,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>694,1</b>	<b>739,7</b>	<b>763,4</b>	<b>832,5</b>	<b>842,2</b>	<b>894,1</b>	<b>904,7</b>	<b>934,5</b>	<b>4,5%</b>	<b>12,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>471,4</b>	<b>455,5</b>	<b>451,3</b>	<b>434,9</b>	<b>431,1</b>	<b>449,4</b>	<b>460,9</b>	<b>485,7</b>	<b>8,1%</b>	<b>11,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	361,7	351,4	359,9	355,5	348,8	371,6	393,5	415,5	11,8%	16,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	115,4	108,0	116,6	114,9	112,3	113,3	113,8	115,9	2,3%	0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	187,6	184,5	184,4	180,6	177,6	198,3	219,1	237,4	19,7%	31,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,0	2,0	2,0	2,2	2,1	2,2	2,2	2,3	2,5%	3,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	6,3	5,4	5,3	5,4	5,3	5,3	5,4	5,2	-1,9%	-2,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	24,0	26,4	27,8	29,6	29,2	30,0	30,8	32,1	7,0%	8,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	26,3	25,2	23,8	22,9	22,3	22,3	22,2	22,5	0,7%	-1,6%
Placements indexés sur les taux de marché	109,8	104,1	91,4	79,4	82,2	77,8	67,4	70,3	-9,7%	-11,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	60,5	66,6	59,9	53,3	52,3	46,9	39,7	39,5	-15,8%	-26,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,9	0,0	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,3	2,4	2,6	0,6	4,0	4,0	4,0	8,0	99,9%	1214,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	44,9	35,1	28,9	25,4	25,9	26,1	23,7	22,8	-12,5%	-10,2%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>495,1</b>	<b>372,4</b>	<b>389,0</b>	<b>404,6</b>	<b>406,9</b>	<b>412,9</b>	<b>419,7</b>	<b>420,7</b>	<b>1,9%</b>	<b>4,0%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	92,6	98,2	107,2	111,4	110,9	113,7	113,4	112,5	-1,1%	1,0%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,2	5,0	4,6	4,1	3,9	3,8	3,7	3,5	-6,0%	-13,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	18,4%	16,6%
<i>dont actions</i>	152,0	11,3	11,1	10,8	11,1	11,7	11,8	11,9	1,6%	9,7%
<i>dont obligations</i>	13,3	14,6	10,9	12,2	12,6	11,7	10,6	10,9	-7,1%	-11,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	16,4	16,4	15,0	15,8	15,9	16,1	16,7	16,2	0,7%	2,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	214,7	226,1	239,5	249,4	251,5	255,1	262,6	264,8	3,8%	6,2%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Y. Caron – Responsable de la rédaction : D. FARDEL  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : novembre 2017